

Étude économique de l'Islande, 2006

Quels sont les principaux enjeux ?

Que faire dans le domaine de la politique monétaire ?

Comment la politique budgétaire pourrait-elle contribuer à la stabilité économique ?

Les grands projets d'investissements intensifs en énergie doivent-ils démarrer ?

Quelles sont les politiques favorables à la stabilité et à la performance des marchés financiers ?

Quels sont les principaux enjeux pour la politique de l'éducation ?

Pour plus d'informations

Références

Où nous contacter ?

L'Observateur ocde

Résumé

À la faveur d'une progression remarquable de son activité économique et de son revenu par habitant depuis le milieu des années 90, l'Islande est devenue l'un des pays les plus prospères de l'OCDE. Toutefois, la croissance a été instable et s'est accompagnée de déséquilibres économiques externes et internes importants et récurrents, imputables en partie aux gros investissements réalisés dans les secteurs de l'énergie et de la production d'aluminium, mais aussi à une demande dynamique des ménages financés à crédit. Au cours de la période récente, les préoccupations suscitées par ces évolutions ont conduit à un recul de la confiance des investisseurs et à une forte correction du taux de change, qui a fait grimper l'inflation. Tandis que la dépréciation du taux de change a été largement anticipée, le principal enjeu de la politique macroéconomique est de rétablir rapidement l'équilibre économique et de renforcer le cadre d'action de façon à éviter que les problèmes récents ne se reproduisent. Il faut aussi veiller à ce que le secteur financier continue de contribuer à la bonne performance économique, à la fois en minimisant le risque pour la stabilité et en menant à bien les réformes. Enfin, le développement du capital humain est indispensable pour soutenir le progrès de la prospérité observé au cours de la dernière décennie.

Encourager la stabilité économique en rétablissant rapidement l'équilibre et en renforçant le cadre d'action

La mise en œuvre de la politique monétaire doit être améliorée, de façon à renforcer la crédibilité de l'objectif d'inflation. À court terme, cela suppose que l'orientation monétaire soit encore durcie, jusqu'à ramener l'inflation escomptée au niveau de l'objectif officiel. Une communication plus claire pourrait améliorer l'efficacité de la politique, conduisant vraisemblablement à une hausse des taux d'intérêt à long terme. L'effet expansionniste des réductions d'impôts doit être compensé par des restrictions supplémentaires des dépenses, jusqu'à ce que les pressions de la demande intérieure se tassent. Les mécanismes d'exécution et de contrôle budgétaires doivent être renforcés pour respecter plus efficacement les objectifs de dépenses et

Cette Synthèse présente les évaluations et les recommandations de l'Étude économique de l'Islande pour 2006. Le Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement, composé des 30 pays membres de l'Organisation et de la Commission européenne, est responsable de ces Études. Le Département des affaires économiques prépare un projet d'étude qui est ensuite modifié sur la base des délibérations et publié sous la responsabilité du Comité.

le cadre budgétaire devrait être progressivement davantage fondé sur les résultats. Les nouveaux grands projets d'investissement ne devraient pas être lancés avant que les déséquilibres économiques n'aient été résorbés et que l'on n'ait réalisé une évaluation d'ensemble des avantages nets de ces projets pour l'économie (compte tenu de l'utilisation des ressources et des aspects environnementaux). Une plus grande transparence dans le secteur de l'électricité serait utile.

Poursuivre la libéralisation du secteur financier de façon à encourager la croissance et la stabilité

Bien que le système financier apparaisse dans l'ensemble solide, il est souhaitable de poursuivre les efforts visant à évaluer sa résistance et de prendre des mesures de surveillance, si nécessaire, pour faire face aux problèmes éventuels. La libéralisation réussie du secteur financier pourrait être achevée de différentes manières. Premièrement, les distorsions du marché du logement doivent être supprimées. Une solution consisterait à imposer à la Caisse publique de crédit au logement une commission reflétant le coût de la garantie publique et le rendement requis du capital. L'accession à la propriété du logement devrait être favorisée par une allocation assujettie à des critères de ressources pour les primo-accédants, plutôt que par une subvention croisée en faveur des taux d'intérêt hypothécaires. Deuxièmement, les restrictions pesant encore sur l'indexation des marchés financiers devraient être levées. Enfin, pour améliorer le financement de jeunes entreprises innovantes, il faudrait s'interroger sur l'opportunité de gérer les fonds d'investissement parrainés par l'État sur la base des critères du secteur privé.

Adapter le système éducatif à un environnement économique en rapide évolution

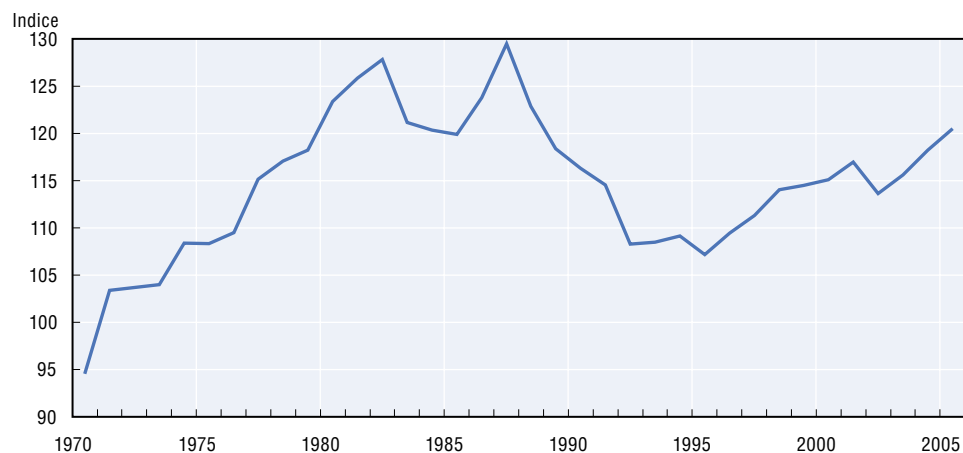
Il importe que les enfants des zones rurales, qui obtiennent de mauvais résultats dans les tests d'aptitude à lire et à écrire, quittent le système scolaire en ayant acquis un ensemble de compétences de base. Au niveau de la scolarité obligatoire, il faudrait s'attacher plus à la qualité des enseignants qu'à la quantité. En outre, le temps effectif d'enseignement devra être accru lorsque certaines matières actuellement enseignées dans le deuxième cycle du secondaire seront transférées au niveau de l'enseignement obligatoire dans le contexte d'un effort de raccourcissement du deuxième cycle. Il faudra veiller à ce que cette mesure ne nuise pas aux résultats scolaires. L'allongement du temps d'enseignement et un ajustement rapide et cohérent des programmes devraient être utiles à cet égard. Les enfants susceptibles d'abandonner le système scolaire devraient être encouragés à choisir des filières professionnelles. Au niveau tertiaire, une nouvelle législation visant à assurer la qualité de l'enseignement devrait être adoptée rapidement, des droits de scolarité devraient être introduits dans les établissements publics et, au lieu d'essayer d'offrir toute la palette des cursus, il convient d'encourager les études à l'étranger. ■

Quels sont les principaux enjeux ?

Les résultats de l'Islande en matière de croissance ont été impressionnants. Au cours de la dernière décennie, son PIB réel s'est accru de 4 % par an, soit sensiblement plus que le taux enregistré dans la zone OCDE durant cette période. Le PIB par habitant a ainsi récupéré la majeure partie du terrain perdu lors d'une période antérieure de croissance léthargique, faisant de l'Islande le cinquième pays le plus riche de l'OCDE. La majeure partie de la progression de la croissance tendancielle est imputable aux gains de productivité qui ont suivi la mise en œuvre de réformes structurelles de grande ampleur destinées à ouvrir l'économie et à améliorer la concurrence. La libéralisation du marché financier et la privatisation ont favorisé le dynamisme entrepreneurial. Nombre de sociétés se sont développées à l'étranger et le pays joue désormais un rôle sans commune mesure avec la taille de son économie. Les marchés du travail sont de plus en plus ouverts aux participants étrangers, ce qui contribue à réduire les tensions sur ces marchés.

Cette performance enviable sur le plan de la croissance a toutefois pâti d'une forte instabilité de la demande et de la production et de déséquilibres macroéconomiques importants et récurrents, qui ont eu tendance à s'accroître. Le niveau actuel de la demande excédentaire est plus important que lors de la forte période d'expansion précédente à la fin des années 90. Il en va de même pour le déficit de la balance des opérations courantes, qui – à 16½ pour cent du PIB en 2005 – est sans conteste le plus élevé de la zone OCDE. En outre, les ménages et les entreprises – en particulier les banques – sont désormais très endettés. Les préoccupations suscitées par ces évolutions ont induit récemment de vives turbulences sur les marchés financiers. Le taux de change et les cours des actions ont fortement diminué au début de cette année, à partir, toutefois, de niveaux antérieurs très élevés. Avec la hausse des prix des importations et l'accentuation des pressions de capacité sur les marchés du travail et des produits, l'inflation a atteint 8 %. La demande excédentaire s'explique non seulement par les grands projets d'investissement dans le secteur de l'aluminium mais aussi par la

Graphique 1.
PIB PAR HABITANT
 PPA 2000, OCDE = 100¹



1. 26 pays, données provisoires pour 2005.

Source : Comptes nationaux de l'OCDE.

forte hausse des dépenses des ménages (à la fois pour la consommation et le logement). Avec le recul, la réaction des politiques macroéconomiques aux signes de surchauffe s'est révélée insuffisante. D'après les prévisions du Secrétariat, les pressions d'inflation et les déficits extérieurs resteront importantes à court terme. Le récent accord sur les salaires vise à réduire l'incertitude entourant les perspectives de l'inflation, mais il accroîtra l'inflation dans le court terme. Dans ce contexte, une nouvelle dépréciation monétaire et une accentuation des tensions inflationnistes ne sauraient être exclues, ce qui impliquerait un processus d'ajustement plus sévère.

À court terme, la priorité est de toute évidence d'assurer le prompt rétablissement de l'équilibre macroéconomique par le biais d'un effort concerté des autorités monétaires et budgétaires. L'économie a certainement fait preuve d'une forte résistance et d'une remarquable capacité d'adaptation après l'épisode de surchauffe de la fin des années 90. Mais, cette fois, les déséquilibres sont plus graves et, en l'absence d'une action rapide et vigoureuse, la stabilité du marché financier pourrait être menacée. En outre, il convient de renforcer le cadre de la politique monétaire comme de la politique budgétaire pour rendre la mise en œuvre des mesures plus efficace et réduire ainsi le risque d'une réapparition de déséquilibres économiques à l'avenir. Un aspect intéressant à la fois les perspectives à court et à long terme de l'économie a trait au calendrier des nouveaux projets d'investissement de grande envergure et au processus décisionnel concernant ces projets. En outre, les autorités doivent veiller à ce que le secteur financier continue de contribuer à la bonne performance de l'économie, à la fois en minimisant les risques pour la stabilité et en achevant la libéralisation (en particulier sur le marché du logement). Enfin, l'adaptation du système d'enseignement à un environnement économique en évolution est indispensable pour une amélioration du niveau de vie dans le long terme. Ces enjeux sont examinés en détail dans la présente *Étude*, mais la réforme structurelle sera aussi utile dans d'autres domaines (par exemple le secteur de l'énergie, où la propriété publique et les restrictions à la participation au capital limitent la concurrence, et le secteur agricole, qui est encore fortement subventionné et réglementé). ■

Que faire dans le domaine de la politique monétaire ?

Le cadre de la politique monétaire introduit en 2001 est aujourd'hui mis à l'épreuve. L'objectif de la Banque centrale est de stabiliser l'inflation des prix à la consommation autour de 2½ pour cent, car une inflation faible et stable est considérée comme favorable à une bonne performance économique. Cependant, non seulement l'inflation dépasse l'objectif officiel depuis 2004 (de pas moins de 5½ points de pourcentage récemment), mais elle devrait aussi rester au-dessus de l'objectif dans l'avenir prévisible. Les enquêtes auprès des entreprises et des ménages, les cotations sur le marché obligataire, les prévisions des analystes financiers et les propres projections de la Banque centrale vont toutes dans le sens d'une inflation excessive à court et à moyen terme. Bien que certaines de ces prévisions aient été établies il y a quelque temps, les écarts de rendement sur le marché obligataire indiquent que les perspectives d'inflation se sont considérablement aggravées ces

derniers mois. Dans ces conditions, la Banque centrale doit relever sensiblement les taux d'intérêt, de façon que l'inflation soit ramenée à l'objectif. Si on laisse les anticipations d'inflation continuer de dériver à la hausse, le processus de formation des salaires sera menacé et le ratio de sacrifice sera plus important. La Banque centrale doit rétablir la crédibilité de son engagement à l'égard de l'objectif par une politique plus ferme et une communication plus claire. Conformément aux déclarations récentes de la Banque, il serait souhaitable de ne pas qualifier de « limites de tolérance » les seuils auxquels des rapports sont requis, car cela semble avoir conduit à tort à penser qu'une inflation proche de la limite supérieure est acceptable. Le gouvernement doit s'assurer que son accord avec la Banque centrale sur l'objectif d'inflation est mis en œuvre. Si aucun progrès n'est fait dans la réalisation de l'objectif, il faudra renforcer les mécanismes d'obligation redditionnelle.

Bien que les taux d'intérêt nominaux à court terme aient été sensiblement relevés, de 7½ points de pourcentage depuis le milieu de 2004, cette évolution ne s'est pas répercutée sur les taux débiteurs réels, qui restent bas malgré un léger redressement récent. Cette situation peut s'expliquer de diverses manières ; il se peut notamment que les marchés financiers ne s'attendent pas à ce que le taux directeur reste élevé. Une communication claire est nécessaire pour empêcher des erreurs d'appréciation quant à l'évolution future des taux d'intérêt. Les autorités ont introduit un calendrier pré-annoncé pour les réunions de politique monétaire qui se concluent par une annonce publique de la décision de la Banque centrale concernant son taux directeur. En outre, les déclarations de la Banque ont fourni des indications de plus en plus claires sur l'évolution probable de la politique, bien que les progrès aient été inégaux. Ces évolutions sont les bienvenues et devraient se poursuivre. ■

Comment la politique budgétaire pourrait-elle contribuer à la stabilité économique ?

Dans une perspective à long terme, la situation budgétaire de l'État est saine en comparaison des autres pays ; le ratio dette/PIB est faible et les pressions résultant des dépenses publiques liées au vieillissement apparaissent modérées, du fait en partie que le régime professionnel de retraite est désormais entièrement capitalisé. Le programme budgétaire à moyen terme du gouvernement vise opportunément à maintenir l'équilibre du budget, un excédent substantiel ayant été obtenu dans la phase de reprise actuelle. Cependant, avec la poursuite du resserrement monétaire pour contenir les pressions d'inflation, il apparaît en 2006 un assouplissement peu souhaitable de l'orientation budgétaire estimée, mesurée par la variation du solde primaire corrigé des fluctuations conjoncturelles. La principale cause en est la forte réduction des impôts décidée en 2003 pour des raisons structurelles. Les déséquilibres macroéconomiques étant beaucoup plus importants qu'on ne le prévoyait lorsque le budget a été adopté en 2006, un resserrement de la politique budgétaire s'impose. L'effet expansionniste des réductions fiscales doit être compensé par une restriction supplémentaire des dépenses aussi longtemps que la modération de l'activité économique ne sera pas clairement acquise. Le freinage des dépenses pourrait intervenir, par exemple, par le biais d'une modération des salaires et du report des investissements publics. De fait, le gouvernement a récemment annoncé un nouveau report de grands projets publics (programmés aussi bien par l'administration centrale que par d'importantes

communes). *Les autorités devraient maintenir une orientation budgétaire plus restrictive dans le budget 2007 grâce à une croissance des dépenses réelles inférieure à la tendance. Il importe que les collectivités locales prennent part à ces efforts de stabilisation.*

Les dépassements de dépenses restent un problème. Non seulement les dépenses publiques ont continué de dépasser les niveaux nominaux budgétisés, mais les plafonds de progression à moyen terme fixés pour la consommation publique et les transferts en termes réels n'ont pas non plus été respectés. Ce dérapage mine le rôle de la politique budgétaire dans la gestion de la demande et limite la portée des réductions fiscales qui sont en principe souhaitables du côté de l'offre. *Pour améliorer la discipline en matière de dépenses, le processus de planification et d'exécution budgétaire doit être rendu plus rigoureux.* Dans cette optique s'imposent une mise en œuvre plus stricte des réglementations existantes et l'utilisation généralisée de la budgétisation fondée sur les résultats. Jusqu'ici, les prévisions à moyen terme des postes budgétaires en termes nominaux ont été purement indicatives et l'écart par rapport aux prévisions initiales dans des domaines comme l'enseignement a été prononcé. *Pour renforcer encore l'orientation à moyen terme de la politique de dépenses, il faudrait envisager l'introduction de plans budgétaires pluriannuels, assortis de plafonds de dépenses fixés de façon à limiter strictement la croissance des dépenses réelles, mais qui s'appliqueraient en termes nominaux.* Les pressions des dépenses ont été particulièrement fortes au niveau municipal. Dans ces conditions, *des accords annuels contraignants devraient être conclus entre l'administration centrale et les collectivités locales afin d'assurer la réalisation des objectifs nationaux de dépenses.* ■

Les grands projets d'investissements intensifs en énergie doivent-ils démarrer ?

L'ampleur des projets d'investissement dans le secteur de l'aluminium s'accroît de cycle en cycle. Les pouvoirs publics encouragent ces projets pour utiliser la richesse de l'Islande en sources d'énergie renouvelables et trois nouveaux projets sont aujourd'hui dans la phase de planification, alors même que ceux en cours ne sont pas achevés. Globalement, la taille des nouveaux projets est d'environ une fois et demie supérieure à celle des projets en cours, qui sont déjà eux-mêmes de plus grande ampleur que ceux des années 90. Dans un souci de stabilisation, le calendrier de tout projet revêt une importance cruciale. *Les nouveaux grands projets d'investissement ne devraient pas démarrer avant que les déséquilibres macroéconomiques n'aient été corrigés et que les pressions d'inflation n'aient diminué.* En outre, si tous les nouveaux projets vont de l'avant, la part de l'aluminium dans les exportations totales de biens dépassera vraisemblablement 50 %, ce qui impliquerait un retour à la situation antérieure, lorsque les produits de la mer dominaient les exportations de l'Islande, même si la part du secteur de l'aluminium dans la valeur ajoutée du pays devrait rester beaucoup moins importante. Dans ces conditions, *l'incidence d'une nouvelle expansion de l'industrie de l'aluminium sur l'instabilité de l'économie devrait être prise en considération.* Enfin, la question des avantages nets globaux de ces projets se pose. Comme recommandé dans l'Étude de l'an dernier, *toute expansion future des secteurs d'activité à forte intensité énergétique devrait être évaluée sur la base d'analyses coûts-avantages larges et*

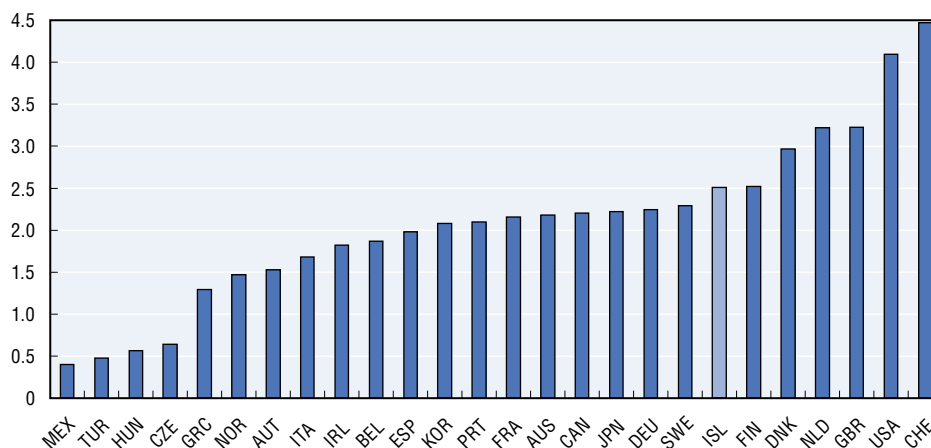
transparentes, prenant en considération des facteurs comme la rente appropriée pour l'utilisation des ressources naturelles, l'impact sur l'environnement, la répartition des risques et les conséquences pour les résultats macroéconomiques. Jusqu'ici, de telles analyses, qui permettraient de déterminer si les projets sont bénéfiques pour le pays et devraient aller de l'avant, n'ont pas été réalisées, bien que les entreprises impliquées s'efforcent de toute évidence d'évaluer la rentabilité et que les autorités mènent des études d'impact sur l'environnement. En tout état de cause, le secteur énergétique devrait être ouvert aux étrangers et le secteur public devrait se retirer de la production d'électricité afin d'améliorer la transparence et la concurrence, d'uniformiser les règles du jeu et de réduire l'exposition du contribuable aux risques découlant des investissements dans le secteur de l'électricité. ■

Quelles sont les politiques favorables à la stabilité et à la performance des marchés financiers ?

Les marchés financiers en Islande sont florissants et l'accès au capital s'est fortement amélioré. C'est à la politique gouvernementale que reviennent en grande partie ces progrès. Les contrôles sur le fonctionnement des marchés financiers ont été levés, les banques commerciales ont été privatisées et le secteur a été ouvert aux marchés internationaux des capitaux. Ce programme de libéralisation a réussi admirablement et devrait être poursuivi. Bien que les agences de notation et de surveillance estiment que le système financier est à peu près sain, la croissance rapide des banques en Islande a conduit à s'inquiéter de l'instabilité financière. Les tests de stress donnent à penser que la capitalisation des banques doit leur permettre de supporter des chocs très importants. Néanmoins, les autorités devraient poursuivre les efforts visant à évaluer la solidité du système financier et prendre des mesures de surveillance, si nécessaire, pour remédier aux déficiences éventuelles, y compris celles qui concernent la gestion de la liquidité.

Les avantages consentis à la Caisse publique de crédit au logement (CPCL) par rapport aux autres prêteurs hypothécaires empêchent une concurrence loyale, faussent l'allocation des ressources et font obstacle à l'innovation. Le gouvernement a annoncé son intention d'orienter l'action de la CPCL vers la distribution en gros de produits hypothécaires. Si c'est là une mesure

Graphique 2.
ENSEMBLE DES PRÊTS
AU SECTEUR PRIVÉ
ET DES ACTIFS DE
CAPITALISATION
BOURSIÈRE
En pourcentage du PIB,
moyenne 2000-2003



Source : Banque mondiale.

bienvenue, elle pourrait donner lieu à un conflit d'intérêt entre les activités de gros et de détail, de sorte que les autorités devraient envisager de scinder la Caisse en deux entités distinctes. La priorité essentielle est de supprimer ou de neutraliser les distorsions dans les prêts directs, en particulier la garantie par l'État des emprunts contractés auprès de la CPCL. Une solution consisterait à restreindre les crédits de la CPCL, comme le gouvernement l'a récemment annoncé. *Mais il serait peut-être préférable d'imposer à la CPCL une commission pour égaliser les conditions de concurrence, en particulier pour couvrir le coût de la garantie publique et le rendement requis du capital.* Cette mesure se traduirait vraisemblablement par une forte réduction de son rôle dans les prêts hypothécaires directs. Des actions de ce type réduiraient la nécessité d'une politique monétaire rigoureuse et atténueraient donc les pressions sur le taux de change. Les objectifs sociaux de la CPCL devraient être poursuivis de façon plus transparente et rentable au moyen de transferts ciblés. Par exemple, *l'accession à la propriété du logement pourrait être encouragée par le biais d'une allocation assujettie à des critères de ressources pour les primo-accédants, plutôt que par la subvention croisée en faveur des taux hypothécaires. Des aides sous condition de ressources seraient également préférables à la subvention au logement qui découle actuellement de la déductibilité fiscale des paiements d'intérêts hypothécaires.*

Une caractéristique particulière des marchés financiers de l'Islande est l'indexation généralisée des prêts sur l'inflation. C'est là une pratique qui paraît judicieuse aussi bien pour les emprunteurs que pour les prêteurs impliqués, car elle élimine le risque qu'une inflation non attendue ne modifie la valeur réelle des prêts et elle peut présenter des avantages plus larges. Cependant, elle est limitée par l'interdiction de l'indexation des dépôts et des prêts bancaires. *Les restrictions encore appliquées à l'indexation sur les marchés financiers ne sont guère fondées et devraient être supprimées.*

Un domaine où les marchés financiers ne semblent pas bien fonctionner est celui du financement des jeunes entreprises novatrices. C'est là un problème difficile rencontré dans la plupart des pays, et les pratiques exemplaires à suivre dans ce domaine ne sont pas évidentes. Le nouveau Fonds pour les opérations commerciales à risque a tenté de remédier à certains des problèmes dans ce domaine, mais ses résultats ont été jusqu'ici décevants. Si des enseignements ont été tirés, on cherche de toute évidence à ne pas reproduire les erreurs passées, ce qui est compréhensible. Les autorités ont proposé de verser une partie des recettes de la vente de Iceland Telecom dans un nouveau fonds d'investissement – auquel les fonds de pension et les entreprises financières seraient aussi invités à contribuer – qui serait utilisé directement pour financer la première phase d'expansion des entreprises, là où il y a à l'évidence une lacune sur le marché. *Il faudrait s'interroger sur l'opportunité de gérer les fonds d'investissement parrainés par l'État sur la base des critères du secteur privé.* ■

Quels sont les principaux enjeux pour la politique de l'éducation ?

Avec l'importance croissante de secteurs comme l'intermédiation financière, la demande de main-d'œuvre qualifiée s'est accrue. La formation de capital humain est aussi indispensable au développement de secteurs à forte intensité de technologies et de connaissances, dont la part dans

la valeur ajoutée de l'Islande est encore assez faible. Les autorités ont réformé le système d'enseignement au milieu des années 90 et de nouvelles grandes réformes sont mises en œuvre ou envisagées. Elles ont aussi considérablement augmenté les dépenses d'éducation, dont la part dans le PIB est maintenant la plus élevée de la zone OCDE. Néanmoins, assurer la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée dans l'ensemble des domaines reste un défi, d'autant que cette main-d'œuvre doit être capable de s'adapter à l'évolution des besoins du marché. Malgré un financement considérablement accru, les résultats du système d'enseignement à la fin de la scolarité obligatoire, mesurés par les tests du PISA, sont décevants par rapport à d'autres pays, avec peu de signes d'amélioration. En outre, il existe un écart persistant entre les travailleurs peu qualifiés et hautement qualifiés dans la population active. Si les taux d'obtention de diplômes à la fin du secondaire se sont améliorés récemment, ils sont encore relativement faibles et d'autres pays de l'OCDE ont fait davantage de progrès dans ce domaine. Ainsi, par rapport à la moyenne OCDE, les résultats à la fin du deuxième cycle du secondaire sont maintenant moins favorables pour les jeunes générations que pour les générations précédentes. En revanche, la proportion de ceux qui acquièrent des qualifications de haut niveau est satisfaisante en comparaison des autres pays.

Il y a dix ans, le transfert aux communes de responsabilités pour le financement et le fonctionnement de la scolarité obligatoire reflétait une tendance générale à la décentralisation en Islande, ainsi que la conviction que le système devrait être plus réactif aux besoins locaux. Les résultats n'ont pas été satisfaisants jusqu'ici. Si les dépenses par élève se sont fortement accrues en raison d'une nette hausse du nombre d'enseignants, cette augmentation ne s'est pas reflétée dans le niveau d'instruction, qui se ressent des mauvais résultats enregistrés par les jeunes garçons dans les zones rurales. *Les politiques devraient être réorientées pour faire en sorte que les enfants des zones rurales, qui obtiennent de mauvais résultats dans les tests du PISA, quittent l'école avec un ensemble de compétences de base en lecture, en mathématiques et résolution des problèmes.* La forte expansion du personnel enseignant ne s'est pas accompagnée d'une augmentation des qualifications moyennes et la proportion d'enseignants agréés est beaucoup trop faible dans certaines zones rurales. *Pour combler les différences régionales en matière de résultats d'éducation, la part des enseignants qualifiés dans les zones rurales devrait être accrue. Plus généralement, il faudrait s'attacher davantage à la qualité des enseignants qu'à la quantité.* Cela implique un réexamen du système d'évaluation. *Les procédures d'autoévaluation des établissements restent peu satisfaisantes et le contrôle de la qualité par l'administration centrale doit être renforcé.* Le transfert de certaines matières à l'enseignement obligatoire dans le cadre de réformes plus larges du système d'enseignement devrait avoir des effets positifs sur les résultats des élèves, à condition qu'il s'accompagne d'une augmentation des heures d'enseignement. En conséquence, *pour faire face à l'étouffement du cursus au niveau obligatoire, le temps d'enseignement effectif – qui représente généralement une faible proportion du temps de travail des enseignants – devra être accru.*

L'une des raisons des résultats relativement faibles dans le deuxième cycle du secondaire est sans doute la longueur inhabituelle de ces études. La majeure partie des élèves ne passe l'examen d'entrée à l'université qu'à l'âge de 20 ans. Les autorités préparent des réformes qui réduiront d'une année la durée du deuxième cycle du secondaire, tout en rallongeant un peu l'année scolaire. *Il faut veiller – au moyen d'une prolongation du temps d'enseignement et d'un ajustement réfléchi des programmes scolaires – que la réduction prévue de la durée du deuxième cycle n'influe pas négativement sur la qualité et les résultats de l'éducation.* Si, aujourd'hui, tous les étudiants tendent à achever leurs études secondaires du premier et du deuxième cycle à peu près au même âge, ceux qui obtiennent les meilleurs résultats devraient être encouragés à utiliser la flexibilité existante et à finir leurs études plus tôt. Un problème de longue date est la stagnation des taux d'obtention de diplômes dans le secteur professionnel, reflétant apparemment la mauvaise réputation de cette filière. *Les élèves risquant l'abandon scolaire devraient être encouragés à choisir des programmes professionnels grâce à une orientation plus soutenue et à un plus grand choix de programmes.*

Le problème majeur concernant l'enseignement supérieur est que la qualité pourrait souffrir de l'explosion du nombre d'étudiants inscrits, qui a doublé au cours de la dernière décennie, entraînant d'importantes pressions sur les dépenses. Une législation est entrée en vigueur au milieu de 2006 pour faire face à ces problèmes. *Cette nouvelle législation, qui régit l'enseignement supérieur et vise à assurer la qualité de l'éducation par des exigences plus strictes en matière de certification et d'évaluation, est la bienvenue et devrait être rapidement mise en œuvre.* Une question qui n'est pas traitée est l'introduction de droits de scolarité dans le secteur public. *Compte tenu du rendement privé des études supérieures, des frais de scolarité devraient être introduits pour les établissements publics, afin de réduire la durée des études, d'améliorer la réactivité des établissements et de fournir des financements très nécessaires.* En outre, le programme de prêts étudiants remboursables en fonction des ressources pourrait être amélioré. Une autre préoccupation tient au fait que l'expansion rapide de l'enseignement supérieur et la mise en place d'un système plus polyvalent ont entraîné une diminution des départs d'étudiants à l'étranger. Le nombre d'étudiants à l'étranger stagne et le pourcentage qu'il représente a rapidement diminué. *Au lieu d'essayer d'offrir toute la palette des cursus dans le secteur tertiaire, il faudrait encourager les études à l'étranger, en particulier au niveau de la maîtrise et du doctorat.* ■

Pour plus d'informations

Pour de plus amples informations à propos de cette Synthèse, veuillez contacter :

Hannes Suppanz ; e-mail : hannes.suppanz@oecd.org ; tél. : +33 1 45 24 87 62, ou
Peter Tulip ; e-mail : peter.tulip@oecd.org ; tél. : +33 1 45 24 87 32, ou
www.oecd.org/islande.

Références



Études économiques : Les *Études économiques* examinent les économies des pays membres et, de temps en temps, certains pays non membres. Il y a environ 18 études réalisées chaque année. Elles sont disponibles individuellement ou par abonnement. Pour plus d'informations, veuillez consulter la section des périodiques de la librairie en ligne de l'OCDE à l'adresse Internet suivante :
www.oecd.org/librairie.

Pour plus d'informations : De plus amples renseignements concernant les travaux du Département des affaires économiques de l'OCDE, y compris des informations sur d'autres publications, des données statistiques, et des documents de travail sont disponibles pour téléchargement sur le site Internet à l'adresse : www.oecd.org/eco.

Perspectives économiques n° 79, mai 2006. Pour plus d'informations concernant cette publication veuillez visiter le site Internet de l'OCDE : www.oecd.org/eco/Economic_Outlook.

Les publications de l'OCDE sont en vente sur notre librairie en ligne :
www.oecd.org/librairie

Les publications et les bases de données statistiques de l'OCDE sont aussi disponibles sur notre bibliothèque en ligne : www.SourceOCDE.org

Où nous contacter ?

SIÈGE DE L'OCDE DE PARIS

2, rue André-Pascal
75775 PARIS Cedex 16
Tél. : (33) 01 45 24 81 67
Fax : (33) 01 45 24 19 50
E-mail : sales@oecd.org
Internet : www.oecd.org

ALLEMAGNE

Centre de l'OCDE de Berlin
Schumannstrasse 10
D-10117 BERLIN
Tél. : (49-30) 288 8353
Fax : (49-30) 288 83545
E-mail :
berlin.contact@oecd.org
Internet : www.oecd.org/deutschland

ÉTATS-UNIS

Centre de l'OCDE
de Washington
2001 L Street N.W., Suite 650
WASHINGTON DC 20036-4922
Tél. : (1-202) 785 6323
Fax : (1-202) 785 0350
E-mail : washington.contact@oecd.org
Internet : www.oecdwash.org
Toll free : (1-800) 456 6323

JAPON

Centre de l'OCDE de Tokyo
Nippon Press Center Bldg
2-2-1 Uchisaiwaicho,
Chiyoda-ku
TOKYO 100-0011
Tél. : (81-3) 5532 0021
Fax : (81-3) 5532 0035
E-mail : center@oecdtokyo.org
Internet : www.oecdtokyo.org

MEXIQUE

Centre de l'OCDE du Mexique
Av. Presidente Mazaryk 526
Colonia: Polanco
C.P. 11560 MEXICO, D.F.
Tél. : (00 52 55) 9138 6233
Fax : (00 52 55) 5280 0480
E-mail :
mexico.contact@oecd.org
Internet :
www.oecd.org/centrodemexico

Les Synthèses de l'OCDE sont préparées par la Division des relations publiques de la Direction des relations publiques et de la communication. Elles sont publiées sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE.